

Faut-il rendre obligatoire l'éducation au service ?

Partage international n° 125 - Février 1999

par Grégory La Forge

Il y a cinq ans, l'Etat du Maryland fut à l'origine d'une controverse portant sur la relation entre éducation et citoyenneté. A l'époque, ce fut le premier Etat à rendre obligatoire pour tous les lycéens le service envers la communauté.

Maintenant que, depuis un certain temps déjà, l'examen de fin d'études secondaires prend en compte les services rendus à la communauté, les experts se penchent sur les expériences en cours au Maryland, où a été inscrit au programme scolaire obligatoire le nettoyage des berges des cours d'eau ou la collecte de nourriture pour les nécessiteux. Même les plus critiques reconnaissent que le nouveau système de service obligatoire a réussi à impliquer des milliers de lycéens dans un vaste ensemble d'activités bénévoles. Le débat porte sur le fait de rendre obligatoire le volontariat, ce qui est considéré par certains comme une contradiction, et par d'autres comme un paradoxe constructif.

Tandis que quelques Etats et villes suivent les traces du Maryland, la plupart des écoles à travers le pays ont tenté de promouvoir le service à l'égard de la communauté sur une base de volontariat.

« Il est clair qu'on cherche à encourager le volontariat », déclare Robert Shumer, directeur de la Centrale pour l'éducation au service national, une association du Minnesota regroupant 14 organisations et universités, qui suit les projets de service envers la communauté et assiste les écoles dans le développement de programmes.

Certains défenseurs de l'éducation au service, dont R. Shumer, mettent moins l'accent sur le fait de rendre obligatoire le service que sur le fait que ces activités apparaissent dans le programme scolaire sous l'appellation « éducation au service ».

Le Minnesota, par exemple, offre des primes aux écoles qui intègrent des travaux d'intérêt collectif dans les programmes de matières académiques telles que l'histoire et les sciences sociales. Le Maryland a

poursuivi son programme en dépit des obstacles, et notamment de l'opposition de certains directeurs d'école, associations d'enseignants et groupes d'étudiants. A plusieurs reprises, des membres de la Chambre des représentants du Maryland ont tenté de venir à bout de ce système d'éducation au service, mais en vain.

Edward Andrews, membre du Comité national pour l'éducation et ancien directeur d'école, affirme : « *Tout nouveau programme d'une pareille ampleur est nécessairement difficile à mettre en place. Il y a eu également quelques détracteurs qui ont contribué à rendre les choses plus difficiles. Ainsi certains ont baptisé « servitude scolaire » cette obligation qui a été conçue pour apprendre aux jeunes à rendre service et à aider les autres. Les jeunes adultes doivent apprendre à devenir des citoyens responsables.* »

Beaucoup désapprouvent l'approche qui consiste à rendre le service obligatoire. « *C'est une contradiction que de rendre obligatoire le service à la communauté* », affirme Sue Card, directrice du Consortium des enfants, une association à but non lucratif basée à Westbrook dans le Maine. « *Ce n'est pas comme ça qu'il faut s'y prendre pour inculquer aux jeunes le sens de la communauté et de leur appartenance à cette communauté. C'est du bénévolat forcé. Le service envers la communauté ne peut être qu'un acte volontaire, consistant à aider ceux qui sont dans le besoin ou à résoudre un problème qui se pose à la collectivité.* » Le Consortium des enfants fournit une formation et une assistance technique aux écoles qui mettent en place un programme de service à la communauté, principalement en Nouvelle Angleterre, et tente de promouvoir le choix des lycéens en les encourageant à choisir la meilleure solution pour s'attaquer à un problème ou en les aidant à déterminer dans quels domaines ils pourront aider le plus efficacement la communauté.

L'exemple du Maryland fait des émules

Après cinq années, le Maryland demeure le seul Etat qui ait rendu le service de la communauté obligatoire pour les étudiants, mais un nombre croissant d'écoles à travers le pays, notamment en Californie, à Chicago et à Dallas, étudient des variantes possibles de ce programme obligatoire.

Chicago est en train de mettre en place un programme de service envers la communauté, en vue de le rendre partie intégrante des diplômés, à partir de 2001. De nombreuses autres écoles, regroupant des millions de jeunes, continuent à favoriser les services bénévoles avec l'appui, notamment financier, de différentes organisations nationales.

Dans le système adopté par le Comité du Maryland pour l'éducation, on exige des lycéens 75 heures de travail au profit de la communauté. Une partie de ce temps doit être consacrée à la préparation du projet et à la réflexion critique le concernant, ou à la conception d'une action locale. C'est en 1993 qu'une première génération de lycéens a suivi ce nouveau programme obligatoire. Sur les 42 532 lycéens qui terminèrent leurs études quatre ans plus tard, 49 ont échoué à leurs examens, uniquement parce qu'ils n'avaient pas satisfait à leurs obligations de service de la communauté. Plusieurs centaines d'autres ont échoué pour un ensemble de raisons parmi lesquelles celle-ci a joué un certain rôle.

La plupart des écoles du Maryland affirment qu'elles suivent l'approche de l'éducation au service en laissant les étudiants identifier, étudier et résoudre eux-mêmes de façon concrète certains problèmes de la communauté, tels que la restauration de cimetières délabrés, la visite aux personnes âgées, l'accompagnement scolaire des jeunes enfants ou la collecte de fonds pour les sans-abri.

Les écoles publiques du comté Frederick, dans le Maryland, sont parmi celles qui ont intégré la notion de service de la communauté dans leur programme scolaire. Par exemple, les étudiants du cours d'anglais peuvent identifier un problème qui se pose au niveau de la communauté et écrire aux responsables du gouvernement ou aux journaux locaux. Les élèves du cours de sciences peuvent par exemple contrôler la pollution d'un cours d'eau. Les étudiants en langues étrangères peuvent donner des cours de français ou d'espagnol à des enfants de l'école élémentaire.

D'après Gwen Burcker, coordinatrice de l'éducation au service au lycée de Middletown, ce service envers la communauté instauré dans les classes représente pour beaucoup d'élèves la première occasion de se confronter directement à ce type d'expérience. « *Certains se plaignent avant d'y aller, mais le plus souvent, après leur première expérience, ils souhaitent y retourner.* »

Robert Shumer, de la Centrale nationale pour l'éducation au service, émet certaines réserves quant à l'obligation de service, pensant qu'elle pourrait être

mal interprétée par les lycéens ; ceux-ci pourraient en effet s'estimer quittes une fois qu'ils auront satisfait aux obligations du service. « *Ce n'est certainement pas ça, le service de la communauté, dit-il, car d'une certaine manière, le service n'est jamais terminé.* » Dans le Maryland, certains lycées ont essayé d'éviter ce piège en encourageant les élèves à mettre sur pied des clubs de service qui prennent en charge une grande variété de projets en dehors du temps scolaire. D'autres, comme le lycée de Walkersville, proposent un cours de service de la communauté. Dans ce cas, les élèves volontaires travaillent pendant les heures de cours sur les projets de service qui les attirent le plus.

Mary Carson et Katie Crum font partie des 49 étudiants inscrits au cours facultatif à Walkersville. Tous les matins, Mary et Katie effectuent leur service pendant 1 h 30, dans une maison de retraite. Mary aide des patients victimes de la maladie d'Alzheimer lors de leurs exercices matinaux et rend de petits services tel que le rangement des serviettes et des gants de toilette. Katie diffuse les annonces du matin via le système d'intercom : météo, menus et activités de la journée ; ensuite elle assiste les patients dans d'autres tâches.

Charles Cramer, qui coordonne les activités de service au lycée, affirme que ce cours facultatif, en confrontant chaque jour les élèves avec le service de la communauté, va bien au delà de ce qui se fait dans les autres classes. « *Ils se forgent le caractère et développent une aptitude au contact et à la compréhension* », dit-il. Mary, de son côté, considère que le cours facultatif est plus enrichissant que les cours académiques donnés en classe. « *C'est tout à fait différent* », confie la jeune fille de dix-sept ans, un matin, après avoir terminé son aide aux patients de la maladie d'Alzheimer, « *je sens qu'avec mes modestes moyens, j'aide à ma manière. Je sens que d'une certaine façon je me suis enrichie, je me sens plus impliquée en contribuant de la sorte.* »

Au Maryland, chaque année, certains tentent de faire abroger l'obligation de service de la communauté. La tentative la plus récente provient des représentants républicains du comté d'Anne Arundel ; elle a échoué dernièrement devant une commission de la Chambre des représentants. Le délégué James Rzepkowski avait formulé une proposition de loi visant à permettre aux écoles du comté d'Anne Arundel de supprimer l'obligation de service ; il fait part de son inquiétude de voir « *du temps scolaire consacré à des activités d'importance secondaire alors que certains enfants quittent l'école sans savoir lire ou calculer* ». D'après lui, « *il faut se concentrer sur l'éducation de base plutôt que de se faire plaisir en se donnant*

l'impression d'avoir fait quelque chose pour la communauté. »

Au niveau national, beaucoup d'experts affirment que les élèves peuvent profiter au point de vue académique, personnel et social, de ces expériences de service pour la communauté. D'après Jim Kielsmeir, président du National Youth Leadership Council, un groupe de Saint Paul dans le Minnesota qui plaide pour le service de la communauté et le développement d'un esprit de leadership parmi la jeunesse, « nous savons qu'il existe de nombreux avantages à impliquer la jeunesse dans certaines formes de don de soi. Les écoles devraient s'y engager de façon active en intégrant dans leur cursus une formation au service de la communauté ».

Cependant, on n'a toujours pas trouvé de réponse à la question de savoir si le service doit être volontaire ou obligatoire. Robert Shumer, de la Centrale nationale pour l'éducation au service, déclare ainsi : « Le jury se trompe en affirmant qu'il vaut mieux maintenir le service obligatoire, certains indices montrent que le volontariat est une solution préférable. Dans une société démocratique, le service devrait être uniquement volontaire. »

Bien que la seule étude portant sur l'expérience du Maryland date de trois ans et qu'elle n'implique que 24 étudiants, ceux qui plaident pour l'obligation de service affirment que l'expérience du Maryland est un succès.

Lynelle Jense, spécialiste des programmes scolaires pour les écoles publiques du comté de Harford, affirme : « Je pense que les élèves apprennent ainsi l'importance de la citoyenneté et de l'engagement et que cela va bien au delà du volontariat. L'éducation au service est bien plus qu'un concept de bénévolat. Après leur service, durant le processus d'analyse, les enfants parlent de ce qu'ils ont appris et de leurs sentiments à cet égard. Je crois vraiment que ceci représente pour les enfants une réelle opportunité de comprendre ce que signifie une citoyenneté active et engagée. »

Etats-Unis **Auteur** : Grégory La Forge,
Sources : American News Service
Thématiques : [éducation](#)
Rubrique : [Divers](#) ()